

## MARCHÉ DES COMMODITÉS

# LE PRIX DU PÉTROLE POURSUIT SA TENDANCE BAISSIÈRE

LE COURS DU BARIL DE PÉTROLE DEVRAIT SE MAINTENIR AUTOUR DE 70 DOLLARS TOUT AU LONG DE L'ANNÉE. À MAURICE, LES TAXES PRÉLEVÉES SUR L'ACHAT DES CARBURANTS LIMITENT LA CAPACITÉ DE L'ÉTAT À ENVISAGER UNE BAISSE DES PRIX.



SAMEER SHARMA (EXPERT EN INVESTISSEMENTS ALTERNATIFS)



AMIT BAKHIRA (CEO D'ANNEAU)

ASHLEY EMILIE

DEPUIS deux ans, le cours du pétrole brut a chuté de plus de 10 %. La semaine dernière, il a atteint son niveau le plus bas depuis plusieurs années, avoisinant les 65 dollars le baril, poursuivant ainsi la tendance à la baisse amorcée en avril dernier (-16 %).

Comment expliquer cette évolution ? Selon Amit Bakshira, fondateur et CEO d'Anneau, plusieurs facteurs entrent en jeu : l'augmentation des stocks de pétrole brut aux États-Unis, l'imposition de droits de douane par la Chine sur les importations de pétrole et d'autres matières premières énergétiques américaines, ainsi que les négociations menées par Donald Trump en vue d'un accord entre la Russie et l'Ukraine. Tous ces éléments contribuent à maintenir les prix du pétrole à un niveau bas. Ainsi, le prix du pétrole brut pourrait se stabiliser autour de 70 dollars en 2025.

De son côté, Sameer Sharma, expert en investissements alternatifs, souligne que la constitution de stocks de pétrole a été particulièrement importante au cours des deux dernières années, dépassant largement la demande. Pen-

dant que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et les États-Unis augmentent leur production, la demande mondiale reste modérée. «*La courbe des contrats à terme sur le pétrole est en situation de contango, ce qui est une structure baissière pour les marchés*», précise-t-il.

À Maurice, cette baisse des prix a des répercussions notables. Sameer Sharma estime que, sauf en cas de perturbation majeure de la production pétrolière due à un événement géopolitique au Moyen-Orient ou en Ukraine, les prix du pétrole devraient rester sous pression modérée tout au long de 2025 et même en 2026. «*C'est une bonne nouvelle pour un pays importateur de pétrole comme Maurice*», ajoute-t-il. De plus, la guerre des tarifs pourrait entraîner une augmentation de l'offre de marchandises invendues à bas prix, au-delà du pétrole, dont Maurice pourrait tirer profit.

### LES CARBURANTS, UN LEVIER FISCAL

Cependant, Amit Bakshira adopte une analyse plus nuancée. Il estime que les taxes directes imposées par la State

Trading Corporation (STC) ne peuvent générer qu'une quantité limitée de revenus. Avec la baisse constante des prix mondiaux du pétrole, les recettes fiscales liées à cette ressource risquent d'être plus faibles cette année, malgré le niveau actuel de la roupie par rapport au dollar américain. «*Dans le contexte d'une dégradation imminente de la note de Moody's, je considère cette tendance comme «inquiétante», dans une certaine mesure*», affirme-t-il. Selon lui, la diminution des prix du pétrole aurait normalement dû entraîner une baisse des prix de l'essence et du gaz, réduisant ainsi l'inflation et rendant les intrants plus compétitifs pour l'économie. Toutefois, la surtaxation de l'essence, utilisée comme levier fiscal à court terme, signifie qu'une baisse des prix mondiaux du pétrole se traduirait par une diminution des recettes fiscales, toutes choses étant égales par ailleurs.

Sameer Sharma pointe également un autre problème structurel : le manque de concurrence parmi les importateurs mauriciens, qui empêche une transmission fidèle des prix internationaux aux consommateurs. Il estime que le contexte mondial actuel, caractérisé par

une demande affaiblie et des prix plus bas, pourrait être bénéfique pour Maurice, à condition que des ajustements internes soient réalisés.

Cela dit, quelle devrait être la posture du Petroleum Pricing Committee qui devrait se réunir avant le 13 avril. Avec la baisse des prix du pétrole sur le marché international, une diminution des prix à la pompe est-elle envisageable ? Selon Amit Bakshira, les diverses taxes directes et indirectes imposées par la STC influencent les prix intérieurs. Pourtant, la baisse des cours mondiaux du pétrole aurait dû, en théorie, entraîner une réduction des prix de l'essence et du gaz, ainsi qu'une diminution des pressions inflationnistes sur les importations et une compétitivité accrue des intrants. Cependant, observe-t-il, «*la politique actuelle, qui maintient les prix de l'essence à des niveaux anormalement élevés pour des raisons budgétaires à très court terme, limite considérablement cet impact positif au niveau local*».

Pour sa part, Sameer Sharma estime que tant que la base fiscale ne sera pas diversifiée, l'État devra agir avec prudence avant de répercuter entièrement la baisse des prix.